

ÉCONOMIE, FINANCE, SOCIAL

# Le New Deal des 99 %

Raymond Klein

**Quelles alternatives de gauche face à la crise ? Le public du colloque syndical s'est vu présenter des solutions parfois fort modérées, et d'autres qu'il n'avait pas vraiment envie d'entendre.**

La crise économique n'était âgée que de quelques mois que déjà l'idée du « Green New Deal » fit irruption dans la politique luxembourgeoise. Lors du discours sur l'état de la nation de Jean-Claude Juncker en 2009, des militants de Greenpeace affichèrent une pancarte réclamant d'urgence une telle initiative afin de combiner relance économique et protection du climat (woxx 1003). Cinq ans plus tard, la revendication reste d'actualité, puisque pas grand-chose n'a été fait en ce sens. Mais à quoi bon pleurer les occasions manquées, regardons en avant !

L'importance de regarder - aussi - en arrière a été rappelée par les interventions de l'économiste James K. Galbraith la semaine dernière. En guise de préparation du colloque « Alternatives pour l'Europe » de la Chambre des salariés (CSL), il a analysé la crise économique et politique de l'Union. Mais il a aussi évoqué le grand précédent de la crise mondiale actuelle, la dépression des années 1930. Ainsi que la manière d'en sortir par le haut, à savoir le « New

Deal » - on ne se préoccupait pas encore d'écologie - permettant de rétablir la cohésion sociale grâce à des politiques innovantes de gauche.

Des politiques de gauche que les syndicats réclament depuis que les effets de la grande offensive des idées libérales s'est fait sentir au cours des années 1990. Les restructurations qu'engendreront les changements technologiques et la menace climatique ne font que renforcer la nécessité pour le monde du travail de se repositionner. Le colloque du 14 octobre était donc l'occasion de faire le point sur les discussions au sein des syndicats et de la gauche (woxx 1341).

## Refonder l'Europe ?

Sortir de l'euro ? C'est ce que réclament de nombreux protagonistes de la gauche radicale au vu de la manière dont a été traité le gouvernement grec. Pour eux, il s'agit en quelque sorte de briser les fers qui enchaînent la périphérie sud, voire l'ensemble du continent, au capitalisme allemand. Galbraith recommande la même chose. Mais, pour lui, il s'agit plutôt d'un dysfonctionnement des institutions, et il a expliqué que l'Union monétaire aurait pu marcher, si on s'en était donné les moyens en termes de politique économique. De surcroît, alors que la gauche radi-

cale évite le sujet du maintien dans l'Union européenne, l'économiste américain estime qu'il est important de sauvegarder l'intégration politique du « Vieux Continent » (woxx 1340).

Lors du colloque, le sujet n'a pas été abordé de front. Mais les économistes progressistes présents, venus de France et d'Allemagne, ont en général raisonné dans un cadre européen ou mondial plutôt que national. Ce n'est pas surprenant : en considérant l'état avancé de la mondialisation économique d'une part, le caractère global de nombreuses questions environnementales d'autre part, il est logique de chercher des solutions politiques dans le cadre d'une gouvernance supranationale. Galbraith lui-même considère la nécessité de sortir de l'euro, pour un pays affaibli, comme un pis-aller. L'idéal étant une Union européenne capable de faire jouer des mécanismes de solidarité tels qu'une assurance chômage continentale, une Union tendant vers un modèle d'États-Unis d'Europe.

L'intervenant tendant le plus vers cette direction a été Andrew Watt, qui a préconisé une coordination des politiques budgétaires : « Les institutions feraient alors un constat de la situation macroéconomique, puis répartiraient les marges budgétaires entre les pays membres. » Pour Watt, cela s'accompagnerait de possibili-

tés communautaires de financement tels que les eurobonds, permettant à Bruxelles d'égaliser le développement économique entre les pays et les régions - à une échelle plus modeste, mais dans le même esprit que le budget fédéral américain. Bien entendu, ces outils échapperaient de plus en plus au contrôle des parlements nationaux, auxquels se substituerait le Parlement européen.

## Une crise en cache une autre

Clairement, une telle fédéralisation des politiques comporte un danger : celui d'accorder encore plus de pouvoir à ceux qui prônent une politique de l'offre aux frais des salariés et la fidélité à l'orthodoxie en matière budgétaire. Sans surprise, il y a eu désaccord entre les experts présents, notamment au sujet du fameux « rapport des cinq présidents » : pour Watt, il permettrait de lancer le débat sur une fédéralisation à gauche, alors qu'un représentant de la Chambre des ouvriers autrichienne estimait que l'approche à la base de ce rapport restait celle qui avait présidé aux politiques néfastes du passé.

À défaut d'un virage à gauche, l'Europe est-elle condamnée à sombrer dans la crise économique et financière ? Pas forcément, a estimé Xavier Timbeau. L'économiste fran-

## Choc et réflexion

(woxx) - Une caricature à caractère antisémite est parue dans le numéro 1342. Nous le regrettons profondément. Choisie à la va-vite sur Wikipedia pour illustrer l'article « Le New Deal des 99 % », le dessin est passé en mise en page sans autre procédure. Ce n'est qu'après que nous nous sommes rendu compte du caractère choquant de l'illustration. Du coup, la légende « Prendre l'argent là où il est ! » - slogan assez prisé à gauche - prend un arrière-goût désagréable. Personnifier la critique de l'injustice économique est un exercice dangereux. Notons tout de même que l'article met en doute l'efficacité d'une telle approche en ce qui concerne la politique d'impôt sur le revenu. Quant aux critiques de Thomas Dallery, elles concernent l'extension du rôle des marchés financiers depuis les années 1980 : ceux-ci siphonneraient une grande partie de la valeur créée - un processus qui se prête assez mal à une personnification. Pourrait-on considérer la caricature comme une allégorie représentant ce type de critique ? Vu la tête qu'a faite au « Roi Capital » le dessinateur slovène Hinko Smrekar il y a plus de 70 ans, la question ne se pose même pas.



Prendre l'argent  
là où il est !

ILLUSTRATION DE L'ARTISTE SLOVÈNE HINKO SMREKAR / PD

çais s'est montré optimiste côté rétablissement de la santé budgétaire. Par contre, il a tiré la sonnette d'alarme en ce qui concerne les indicateurs sociaux : le chômage de longue durée et celui des jeunes seraient inquiétants dans une partie des pays membres. Du coup, même une baisse du taux de chômage nominal s'accompagnerait d'une dégradation du taux d'emploi et d'un accroissement des inégalités, notamment à l'échelle continentale. La perspective de sociétés transformées et divisées par la crise trouble Timbeau. Ayant travaillé entre autres sur l'économie verte, il estime en effet que, face au défi climatique, il faudrait des politiques ambitieuses. S'y ajouteront les effets de la révolution technologique sur le monde du travail qui, à son avis, seront « assez terribles » en termes de nouvelles inégalités.

De ces considérations il ressort que, pour maintenir la cohésion sociale, il faudra des efforts importants de formation, de réduction du temps de travail et de création d'emplois en dehors de l'économie marchande. Les acteurs publics auront besoin de ressources financières supplémentaires, avec lesquelles ils pourront aussi contribuer à la réorientation de la production et de l'utilisation de l'énergie. Alors que, en France et au Luxembourg, on discute d'allègements de

la fiscalité, c'est le contraire qu'il faudrait faire : taxer plus la consommation de ressources, rendre la fiscalité plus redistributive et mener à bien des réformes fiscales donnant une plus grande marge de manœuvre aux acteurs publics.

### Parasite sur pieuvre

Cette demande n'ayant pas été formulée clairement lors du colloque, l'intervenant spécialisé en la matière, Stefan Bach, s'est contenté de donner des recommandations « tactiques » en matière d'imposition. Certes, il a constaté une dégradation des mécanismes redistributifs, mais s'est montré fort timide pour aller au-delà du statu quo. Il a notamment mis en garde contre l'imposition du patrimoine, politiquement très impopulaire. Et il a plaidé en faveur de la réduction de la « bosse de la classe moyenne ». Un tel allègement de l'impôt sur le revenu au milieu de l'échelle a actuellement la faveur des syndicats, mais est vivement contesté par une ONG sociale comme la Caritas (woxx 1317). De toute façon, et Watt en a convenu, pour que l'im-

pôt sur le revenu génère des recettes suffisantes, on ne peut se contenter d'une assiette fiscale concentrée sur le haut de l'échelle.

Prendre l'argent là où il est ! Ce slogan, apprécié du côté de la gauche radicale, constituerait-il une fausse bonne idée ? Non, si l'on suit le raisonnement de Thomas Dallery, qui a consacré son intervention aux méfaits de l'industrie financière. D'après son analyse, les marchés financiers serviraient à détourner l'argent des entreprises vers les actionnaires, plutôt que de contribuer, comme le prétend la théorie libérale, à optimiser les investissements. Pire encore, leur logique conduirait à dissuader les entreprises d'investir, asphyxiant ainsi le développement économique. La réponse : réduire la distribution des bénéfices, revenir sur la logique de la « shareholder value » (la primauté de l'intérêt des actionnaires), encadrer voire limiter les mécanismes de marché à l'œuvre dans la sphère financière.

Vaste programme, énoncé dans un « paradis fiscal » dont la prospérité - et les acquis sociaux - dépendent de la pieuvre financière que Dallery ve-

nait de montrer du doigt. En fait, les conseils des autres intervenants du colloque s'appliquent aussi bien au Luxembourg qu'à l'ensemble de l'Europe : mener des politiques de croissance, consacrer des moyens aux dépenses sociales, améliorer la redistribution fiscale. Mais affronter cette finance qui érode l'économie réelle, arrêter la saignée qui abreuve les sillons du grand-duché, cela risquerait de coûter très, très cher. Comme nous écrivions au tout début de la crise (woxx 1007) : « En vérité, dans la mesure où la réussite économique du Luxembourg est une émanation directe du système actuellement en crise, toute initiative luxembourgeoise pour dépasser ce système revient à scier la branche sur laquelle on est assis. Ce serait trop demander aux syndicats que de les inviter à porter le premier coup de hache. »

Informations sur le colloque et PDF des présentations :  
[www.csl.lu/evenements?start=1](http://www.csl.lu/evenements?start=1)